

Denis Olivennes : « En France, le travail n'est pas rémunérateur »

ENTRETIEN. Dans « La France doit travailler plus », le chef d'entreprise exhorte à mieux récompenser le travail, qui, aujourd'hui, « ne paye pas assez ».

Propos recueillis par [Kévin Badeau](#)

Publié le 17/01/2025 à 19h00



Denis Olivennes publie « La France doit travailler plus » (Albin Michel). © Jerome Domine/Abaca

La cause du malaise français ? Nous ne travaillons pas assez ! Dans *La France doit travailler plus* (Albin Michel), un livre convaincant signé Denis Olivennes, le chef d'entreprise, président d'un groupe de presse, d'édition et de télévision, s'attaque à la face cachée de notre exception nationale : « la défaite du travail ».

Si, dans des livres récents, l'éditorialiste économique [Pascal Perri](#) auscultait une « [génération farniente](#) » et l'essayiste libéral Olivier Babeau brossait le portrait préoccupant [d'une société rongée par la flemme](#), Denis Olivennes rejette plutôt la faute sur la trop faible rémunération du travail en France et plaide pour un allègement de la fiscalité. « Si votre employeur consacre 100 euros à vous augmenter, il n'y en a que 43 euros qui tombent dans votre poche. Tout le reste va dans les cotisations sociales et les impôts. » Entretien.

Le Point : Vous écrivez que le problème français, c'est « la défaite du travail ». C'est-à-dire ?

Denis Olivennes : Le constat est implacable : la France ne travaille pas assez. Et comme elle ne travaille pas assez, elle ne produit pas assez de richesses. Et comme elle ne produit pas assez de richesses, elle ne génère pas assez de [pouvoir d'achat](#), et elle ne sait pas non plus financer ses [services publics](#).

C'est le problème numéro un de notre pays, celui que nous refusons de regarder, celui que nous pourrions pourtant traiter beaucoup plus facilement qu'on l'imagine et celui qui explique que depuis trente ans, nous nous enfonçons dans les difficultés, la détresse souvent, et la colère. La défaite du travail explique la crise des [Gilets jaunes](#), le blues des fonctionnaires, [la colère autour des retraites](#), la montée des extrémismes et [notre crise politique](#).

Que disent les chiffres au sujet de ce « manque de travail » ?

[La France est le pays du monde développé qui travaille le moins](#). Nous travaillons 664 heures par an et par habitant. Je dis bien : par habitant. Pas par travailleur. La moyenne européenne est de 770 heures. Les États-Unis sont à 803 heures !

Nous ne sommes en réalité pas assez nombreux à travailler : 6 Français sur 10 ne travaillent pas. La France, c'est 4 personnes qui bossent pour tirer la charrette dans laquelle 6 personnes sont assises. Qui sont ces 6 personnes sur 10 hors du travail ? Des chômeurs, des jeunes en formation, des personnes restées au foyer, principalement des femmes, et des retraités. Ainsi, si la production de richesse était une compétition de football, la sélection allemande aurait une équipe de 11 joueurs. La nôtre en compterait seulement 8. Comment voulez-vous gagner le match ?

La défaite du travail que vous évoquez nourrit-elle en France ce sentiment de déclin ou, de manière plus factuelle, notre déclassement dans certains comparateurs économiques internationaux ?

Bien sûr. Il y a quarante ans, nous avions exactement la même richesse par habitant que les Allemands. Aujourd'hui, nous sommes 20 % moins riches qu'eux ! Si nous avions le même taux d'activité que les Allemands, nous aurions de l'ordre de 100 milliards d'euros de recettes publiques en plus !

En 1960, pour doubler votre niveau de vie par la distribution du pouvoir d'achat, il fallait 20 ans de travail. Aujourd'hui, il faut 90 ans, soit deux vies.

Il suffirait pour y parvenir d'envoyer autant de jeunes en alternance que les Allemands, de développer dans les mêmes proportions le temps partiel à destination des personnes qui restent aujourd'hui au foyer, et d'avoir autant de personnes âgées de 55 à 65 ans sur le marché du travail.

Qu'est-ce que les Français gagneraient concrètement à travailler davantage ?

La majorité de nos problèmes serait réglée : [les urgences embouteillées](#), les absences de professeurs non remplacées, les infirmiers mal payés, la trop faible présence de policiers dans la rue... Et de la même manière, si nous avions le même taux d'activité que les Allemands, nous pourrions distribuer 90 milliards d'euros de pouvoir d'achat en plus, c'est-à-dire 300 euros par mois et par actif occupé. Fini, la crise du pouvoir d'achat ! Saviez-vous qu'en 1960, pour doubler votre niveau de vie par la distribution du pouvoir d'achat, il fallait 20 ans de travail. Aujourd'hui, il faut 90 ans, soit deux vies.

Nous vivons cependant dans une époque où certaines forces de gauche invoquent un droit à la paresse et plaident pour la semaine de 4 jours en 32 heures par semaine...

[Ces discours sont complètement en décalage](#). Dans nos démocraties occidentales, grâce au progrès technique, nous travaillons beaucoup moins que nos grands-parents, et c'est très heureux. En 1900, à peu près 70 % de votre vie éveillée était consacrée au travail. Aujourd'hui, 60 % de notre vie éveillée est consacrée à autre chose que le travail.

Mais dans cet univers où tout le monde travaille moins, nous, Français, travaillons moins que tout le monde ! Ceux qui disent qu'il faut aller plus loin proposent aux Français comme perspective toujours plus de difficultés !

Pourquoi sommes-nous si peu à travailler ?

Parce que le travail ne paye pas assez ! Si votre employeur consacre 100 euros à vous augmenter, il n'y en a que 43 euros qui tombent dans votre poche. Tout le reste va dans les cotisations sociales et les impôts. À partir du mercredi midi, vous travaillez pour payer les cotisations et les impôts. Nous avons assis une trop grande part de nos recettes publiques sur le travail. Et donc le travail n'est pas rémunérateur. Les Français ne sont pas plus paresseux que d'autres Européens, ils sont simplement, par les règles fiscales, sociales et de manière générale, les politiques publiques, moins incités à travailler. Il faut absolument qu'on arrive à alléger ce poids des prélèvements sur les revenus du travail. C'est fondamental.

Comment alléger ce poids des prélèvements ?

Un exemple : si on taxe à 1 % la valeur du foncier bâti en France, qui s'établit à 9 000 milliards d'euros, nous récolterons 90 milliards. Cette somme nous permettrait ensuite de réduire de 10 % les prélèvements sur le travail. Le salaire moyen, en France, est aux alentours de 2 000 euros. 10 %, ça veut dire 200 euros par mois de plus pour chacun des salariés. Vous vous rendez compte comme la face du problème français serait modifiée ?

Prenez la question de la retraite. Si on disait aux gens à qui on va allonger la durée du travail que leur rémunération va augmenter de 10 %, vous pensez que leur réticence à travailler davantage serait la même ? Moi, je ne crois pas.

Le coût du travail est un sujet qui échoue pourtant à remonter sur le haut de la pile des préoccupations politiques...

Je me souviens de Tony Blair au Royaume-Uni, qui avait dit : « J'ai trois priorités, premièrement l'éducation, deuxièmement l'éducation, troisièmement l'éducation. » Je pense que notre pays reverra un peu la lumière le jour où un Premier ministre dira : « J'ai trois préoccupations, premièrement le travail, deuxièmement le travail, troisièmement le travail. » Donc, premièrement, mieux rémunérer le travail, deuxièmement, mettre plus de travailleurs sur la ligne de départ, et, troisièmement, améliorer la productivité du travail, notamment par l'éducation, la formation, la recherche et le développement.